

● (1805)

C'était un passage de l'allocution qu'à prononcée à midi aujourd'hui à Toronto, le très honorable chef de l'opposition (M. Turner).

[Français]

Si au moins, monsieur le Président, cet aveuglement et cette attirance sans bornes et sans mesure de la part du gouvernement pour les États-Unis nous avaient été profitables, alors on pourrait comprendre, on comprendrait qu'il a fallu donner un peu dans les négociations. Mais le bilan des relations Canada—États-Unis est plutôt triste. Je le rappelle. Selon M. Reisman, ils ne nous ont jamais pris au sérieux dans la question du libre-échange. Pendant ce temps-là, le Canada, lui, démantelait l'Agence de tamisage des investissements étrangers, abandonnait la Politique nationale de l'énergie pour faire plaisir aux Américains. Ceux-ci répondaient en imposant toutes sortes de mesures restrictives et punitives envers le Canada, comme les tarifs à l'importation des livres, la taxe à l'exportation du bois d'oeuvre, des bardeaux de cèdre, faisaient des pressions sur l'industrie pharmaceutique, le projet de loi C-22. La liste est longue, monsieur le Président, et va même jusqu'à inclure les arbres de Noël. Est-ce assez long ça? Maintenant, on parle de potasse, on parle de pâtes et papiers, d'industrie culturelle, du Pacte de l'automobile, et j'en passe. Monsieur le Président, on a manqué de sérieux dans cette négociation: le gouvernement aurait dû, dans les pourparlers, parler de choses aussi réalistes comme comment mettre en oeuvre une entente globale, une entente qui aurait fait augmenter le trafic de commerce entre les deux pays. Mais non, ils ont parlé de différentes choses, et je voudrais rappeler à la Chambre qu'il y a un article très sérieux, écrit par Maxwell Cohen, dans la presse en fin de semaine.

[Traduction]

Maxwell Cohen l'énonce en termes choisis:

Il est difficile de comprendre l'état d'esprit qui régnait pour que l'on tarde à se concentrer sur ce qui semble être l'obstacle le plus sérieux à un accord global de libre-échange. En effet, on peut prétendre que le fait de ne pas avoir envisagé le système qui devait découler de ces négociations—sur les plans constitutionnel et administratif et en matière d'arbitrage—se répercute non seulement sur la question du règlement des différends, mais également sur bon nombre de questions de fond et de mise en vigueur, allant de l'agriculture à l'investissement, à la propriété culturelle et intellectuelle et aux services.

[Français]

Monsieur le Président, je ne peux le dire mieux que cela. M. Cohen l'a très bien dit.

[Traduction]

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, sans vouloir être arrogant, bien des gens s'exprimeraient mieux que le député. Il a commencé sa diatribe ce soir en disant que les conservateurs couraient dans tous les sens comme des poulets auxquels on a coupé la tête. Peut-on s'imaginer un libéral fédéral faisant une telle déclaration? Ce que je veux dire, c'est que les libéraux ne réussissent pas à s'entendre au sujet de l'Accord du lac Meech. Ils n'arrivent pas à s'entendre au sujet du commerce. Ils n'arrivent pas à se décider sur bien des points. Quand le député nous accuse de courir dans tous les sens comme des poulets auxquels on a coupé la tête, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il exagère légèrement.

L'ajournement

Je n'ai que trois minutes, et c'est regrettable, car le député a fait des remarques exagérées, non fondées et inexactes au sujet de diverses choses.

Il a déclaré que le gouvernement américain s'attaque au Canada sur la question du bois d'oeuvre. C'est l'industrie du bois d'oeuvre, et non le gouvernement, qui a déposé une plainte contre l'industrie canadienne du bois d'oeuvre. C'est l'industrie de la potasse des États-Unis qui a déposé une plainte contre celle du Canada. Ce n'est pas le gouvernement américain qui s'attaque au nôtre.

Les libéraux sont allés dans tout le pays en répandant ces fausses rumeurs. Ils disent que nous avons cédé pour la question des bardeaux. Les États-Unis nous ont imposé un droit de 35 p. 100 sur les bardeaux. Le gouvernement fédéral, le gouvernement du Canada, a interrompu les expéditions de billes de cèdre vers les États-Unis, de sorte qu'ils sont dans une situation pire que jamais. Tout ce qu'ils y ont gagné, c'est une augmentation des prix. Nous continuons à exporter nos bardeaux vers ce pays, tout comme notre bois d'oeuvre.

Le député est mal renseigné. Il a parlé des cinq principes qui sont sacro-saints pour nous. Ils n'ont rien de nouveau. Le premier ministre (M. Mulroney) les a énoncés dès le départ. Il n'y a là rien de nouveau.

Il a parlé de nos négociateurs. Tous ceux qui, aux États-Unis, ont eu affaire à nos négociateurs ont déclaré que nous avions la meilleure équipe possible: la mieux équipée, la mieux renseignée et la plus solide.

Quand les Américains ont cru que c'était gagné, notre équipe de négociation a suspendu les entretiens. Cependant, les Américains ne nous tiennent plus pour acquis. Ils nous demandent aujourd'hui de revenir à la table, car ils veulent reprendre les négociations.

M. Gauthier: Vous rampez à plat ventre devant eux.

M. McDermid: Nous n'avons pas rampe. Ils nous ont rappelés et c'est pourquoi nos représentants sont là-bas aujourd'hui.

Je vais dire au député ce qui se passe là-bas aujourd'hui. Peut-être pourra-t-il comprendre l'analogie. Je prendrai l'exemple du baseball, car c'est d'actualité; tout le monde s'intéresse au baseball. Pour le moment, la partie est retardée à cause de la pluie. Le député le comprend-il? La partie est retardée à cause de la pluie. Nous devons attendre le résultat des pourparlers entre les deux équipes pour voir si les joueurs reprendront la partie ou iront aux douches. Voilà ce qui se passe. Ces pourparlers se poursuivent et j'espère qu'ils...

Le président suppléant (M. Paproski): Le secrétaire parlementaire est retiré.

● (1810)

LES PLUIES ACIDES—LA POSITION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT—LE MESSAGE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, le 18 septembre, j'ai posé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) une question concernant les pluies acides et les mesures prises par le gouvernement pour remédier au principal problème d'environnement du Canada.